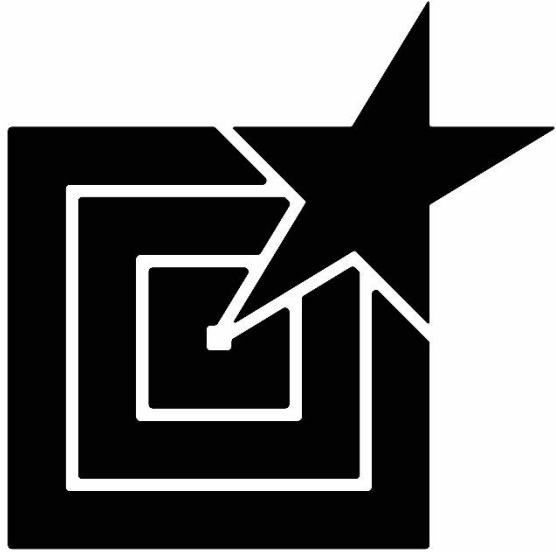




CLASSE CONTRE CLASSE

DOCUMENTS DE FONDATION



**CLASSE
CONTRE
CLASSE**

Textes de fondation de l'organisation révolutionnaire "Classe contre classe"

Bruxelles, 2 octobre 2020

I. Plate-forme

La révolution est un objectif concret

Notre objectif final est le communisme, une société sans classe et sans État, où l'humanité et la biosphère seraient finalement libérées de tout rapport d'exploitation, de prédation et domination. Cet objectif final exige non seulement le renversement de l'État bourgeois mais aussi l'émergence des formes d'organisation et de conscience sociale permettant l'établissement de la société nouvelle.

La pauvreté, la misère, la guerre et le fascisme ont un responsable : le capitalisme. Notre révolution est celle des exploité·e·s contre les exploiters, celles des pauvres contre les riches : celle du prolétariat contre la bourgeoisie. Les militant·e·s révolutionnaires ont un rôle spécifique à jouer dans ce processus mais la libération de la classe sera fondamentalement l'œuvre de la classe elle-même. Ce n'est pas une pétition de principe mais une déterminante historique : la révolution n'est possible qu'en tant que révolution espérée, décidée et menée en toute conscience par la classe. Cette déterminante historique a un impact stratégique direct : notre organisation va s'engager dans les luttes de la classe en essayant de s'y placer à la pointe la plus avancée, et va s'ouvrir aux nouvelles formes de lutte émergeant de la classe.

La contradiction entre les intérêts des bourgeois et ceux de notre classe est pour nous la contradiction fondamentale. Même si des positions contradictoires peuvent émerger au sein des classes, nous pensons que c'est la situation socio-économique des groupes sociaux qui détermineront en premier lieu qu'ils aient un intérêt pour la révolution ou pour la réaction, qu'ils aient un intérêt pour le maintien du régime ou pour son renversement. Notre classe, le prolétariat, est aujourd'hui différente d'il y a 30 ans ou 100 ans, et certains peineraient à la reconnaître. Notre classe, c'est celle des travailleuses et travailleurs, avec ou sans emploi, avec ou sans papiers.

La lutte pour la libération n'est pas envisageable sans dimension anti-patriarcale et décoloniale. Nous combattons le racisme, le sexisme et la lgbtphobie, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur de l'organisation.

Les membres de notre organisation s'identifient tantôt simplement comme révolutionnaires, tantôt comme appartenant à des courants révolutionnaires historiquement et théoriquement définis (anarchistes, léninistes, autonomes). Pour autant, notre organisation ne vise pas à la cohabitation ou à la juxtaposition de ces différents courants. Nous voulons faire vivre une unité dynamique et dialectique, pas un rassemblement éclectique où tout serait jugé également valable. C'est pourquoi les membres de notre organisation se revendiquant d'un courant particulier de la gauche révolutionnaire doivent avoir un regard critique sur celui-ci.

Plus généralement et plus collectivement, nous avons un regard critique sur les expériences révolutionnaires passées, sur leurs succès et la crainte qu'elles ont suscité chez l'ennemi, sur leurs erreurs à ne pas répéter. Ce regard n'a jamais pour but de distribuer des bons et des mauvais points, mais d'apprendre, avec respect et modestie, les pièges, ressources et processus rencontrés par les expériences révolutionnaires du passé, pour mener notre lutte avec méthode et intelligence. Même une défaite finale n'invalide pas toute une expérience historique. Toutes les expériences historiques comportent des contributions utiles à la construction révolutionnaire future. Nous refusons d'assumer ou de rejeter une expérience historique en bloc : toutes peuvent et doivent nourrir le projet révolutionnaire aujourd'hui. De cette manière, nous éviterons de rejouer les mêmes scènes de l'histoire en apprenant des choix et des méthodes du passé.

Quelques-unes de ces expériences sont particulièrement fondatrices : la Commune de Paris, les révolutions russe et chinoise, la guerre d'Espagne, la résistance antifasciste, la révolution cubaine, les Black Panthers, la lutte internationale des années '70 pour la libération de la Palestine, la guerre du Vietnam, le mouvement des Femmes, les luttes armées en Europe de la fin du XXe, le mouvement de libération du Kurdistan et du Rojava.

Nous sommes une part d'une tendance mondiale à la libération. Notre internationalisme n'est déterminé que par l'intérêt des peuples et des mouvements révolutionnaires qui en émergent. Notre hostilité envers les puissances impérialistes ne nous amènera pas à soutenir des

gouvernements et forces antipopulaires, chauvinistes, racistes, colonialistes, etc. même lorsque ceux-ci seront confrontés à des puissances impérialistes.

Pour avoir une activité globale il faut avoir un fort ancrage local, une partie de notre travail est de s'enraciner durablement dans les quartiers populaires de notre aire géographique. Nous sommes une organisation majoritairement bruxelloise et francophone, ce n'est pas un choix mais notre réalité de départ. Nous allons renforcer cet ancrage local tout en ouvrant notre organisation aux révolutionnaires de toutes les villes et régions, Flamand·e·s, Wallon·ne·s, étranger·e·s, immigré·e·s avec ou sans papiers, pour peu qu'ils approuvent nos positions, méthodes, tactiques et stratégies.

Nous sommes de celles et ceux qui s'organisent

Nous luttons contre un ennemi qui a des moyens bien plus grands que les nôtres, il est doté d'un État, d'une armée, d'une police, etc. il contrôle et détermine le système éducatif, les médias, etc. De puissantes forces de répression sont à peine cachées par une façade représentative et des mécanismes pipés de consultation et de concertation.

Ce rapport de forces nous interdit la routine, le sectarisme, l'éclectisme, le bureaucratisme, la dispersion ou tout autre type de gaspillage de forces. À l'inverse, nous devons faire preuve d'une grande intelligence stratégique et d'une haute capacité d'organisation.

Nous sommes une force de combat et non un milieu alternatif. L'adhésion se fait selon des conditions et une procédure précises, et exigeant des qualités individuelles telles que l'engagement, la ponctualité, l'initiative, la responsabilité, la discrétion, la détermination, la camaraderie, la capacité à la critique et à l'auto-critique. Au niveau politique, la reconnaissance de cette plate-forme et la volonté de la mettre en œuvre est l'unique prérequis à une adhésion.

Le manque de formation ou d'expérience politique ne peut être un obstacle. L'organisation doit avoir pour axe de travail d'aider à la qualification théorique, politique et pratique de ses membres. Chaque membre doit veiller autant à son propre développement politique et intellectuel qu'à celui de ses camarades.

Nous voulons trouver un équilibre entre notre volonté d'un fonctionnement démocratique et horizontal et notre volonté d'être une machine de guerre efficace contre le capital et l'État. Nous fonctionnons avec des formes de délégation des responsabilités et de discipline collective, les unes et les autres définies collectivement. Ces responsabilités sont liées à des fonctions limitées et temporaires, elles font l'objet d'évaluations collectives. Nos membres doivent développer des compétences politiques et organisationnelles et se mettre en mesure d'assumer des responsabilités.

Notre travail est basé sur des objectifs politiques, sur une stratégie constamment étudiée, sur des tactiques qui doivent décupler nos forces et non les enliser. C'est l'analyse des situations présentes et futures qui déterminera les choix stratégiques et tactiques et donc, nous ne nous interdisons a priori aucun moyen d'action.

Afin de décupler nos forces plutôt que de les enliser, l'unité entre la théorie et la pratique est incontournable. Pas de discours sans action, pas d'action sans réflexion, tant pour l'organisation que pour ses membres. Enfin, la démonstration de force génère elle-même des forces et nourrit les forces antagoniques. Le 1^{er} Mai Révolutionnaire s'est par exemple déjà révélé une occasion particulièrement précieuse de cette démonstration, et est certainement appelé à l'être encore.

Avant-garde, violence, alliances et autres sujets qui fâchent

Nous considérons la violence révolutionnaire comme un moment inévitable de la lutte face à une classe dominante capable de violences inouïes pour garder son pouvoir. Cette violence, chez les révolutionnaires, ne doit pas être l'expression d'une rage individuelle mais une forme de la lutte obéissant aux mêmes critères de décision et d'évaluation que les autres.

Nous rejetons la paix sociale qui ne profite qu'à l'ordre établi. Nous considérons qu'il est utopique ou suicidaire d'envisager la lutte révolutionnaire sans affronter les institutions bourgeoises. Et cela implique pour commencer de ne pas se compromettre avec elles, de ne pas les légitimer. Notre organisation ne collabore pas avec les institutions bourgeoises, ne participe pas aux élections, aux organismes de pouvoir politiques de la bourgeoisie, ne demande pas de subsides, n'est pas enregistrée comme une association officielle.

Si l'importance des moyens de l'ennemi ne nous décourage pas : c'est que nous le savons fondamentalement fragile, notre classe est innombrable, sa colère est insondable et ses espoirs sont inextinguibles.

Nous rejetons cette vision de l'avant-garde qui consiste à se prendre pour l'état-major ou le guide des exploité-e-s, en noyant leurs mouvements pour les faire entrer dans des plans préconçus. Nous tentons d'assumer une position d'avant-garde objective, en nous plaçant à la pointe des luttes de la classe, en étudiant et en expérimentant de nouvelles méthodes de lutte et d'organisation.

Cela signifie savoir reconnaître l'émergence de nouveaux mouvements, comme récemment celui des Gilets Jaunes, même et surtout s'ils ne ressemblent pas aux modèles historiques. C'est comprendre et synthétiser les initiatives des masses, ce qui ne peut se faire qu'en luttant à leur côté, les aider à gagner en cohésion, en autonomie, en résistance, en organisation, en force.

Être l'avant-garde objective, c'est être bienveillant et réceptif à l'égard des autres courants de la gauche révolutionnaire quand ils expérimentent eux-mêmes des nouvelles initiatives de luttes. Nous considérons les autres forces révolutionnaires, non pas comme des concurrents ou des "camarades dans l'erreur", mais comme des forces sœurs dont les orientations spécifiques sont des expériences légitimes dans une période où beaucoup est à inventer ou réinventer.

Le travail de réflexion stratégique doit être permanent. Nous ne pouvons ni ne voulons intervenir pour toutes les causes, dans toutes les luttes. L'analyse doit montrer quelles sont les luttes les plus à même de renforcer l'alternative révolutionnaire. Ces luttes ne sont pas forcément les plus populaires, les plus évidentes, elles ne font pas forcément écho aux injustices les plus criantes ou aux abus les plus choquants.

Le corollaire de la réflexion stratégique est un engagement des forces conforme à celui-ci. Les membres ne doivent pas choisir leur engagement en fonction de leur subjectivité ou d'un agenda politique extra-organisationnel, mais selon les axes stratégiques définis par l'organisation, et en fonction de leur insertion politique et sociale, locale et professionnelle.

Nous ne sommes donc pas des éclectiques en ce sens que nous

reconnaissons qu'il y a des choix plus ou moins justes, plus ou moins erronés, mais tout en nous donnant les moyens de définir et de suivre les orientations les plus correctes possibles, nous ne perdons pas de vue que d'autres choix pourraient finalement se révéler plus justes que les nôtres. Les débats entre organisations doivent se faire dans cet esprit.

C'est aussi dans cet esprit que, loin d'aspirer à l'hégémonie dans la gauche révolutionnaire, nous chercherons à nouer des alliances loyales avec toutes les forces qui la composent. Nous souhaitons construire des unités là où cela est possible et au plus haut niveau possible, sans pour autant compromettre nos choix, méthodes et principes. Nous tenterons aussi à donner à ces alliances le caractère d'une force dynamique, évolutive et offensive, débouchant sur une lutte commune, plutôt qu'un rassemblement tactique basé sur le plus petit dénominateur commun. Les alliances ne doivent pas être addition de faiblesses mais sources de forces.

Oppressions

Le patriarcat, le colonialisme et le capitalisme sont historiquement liés. Nous ne considérons pas ces oppressions comme autonomes les unes des autres et ne pouvons envisager de les combattre au sein de luttes séparées. Au contraire, la lutte féministe et les luttes anticoloniale et anti-raciste sont parties intégrantes de la lutte pour la révolution. À ce sujet, nous faisons les remarques suivantes :

- Nous combattons dans l'organisation les comportements sexistes, racistes, ainsi que ceux d'autres systèmes d'oppression. A cette fin, plusieurs outils seront dédiés à la critique, à l'auto-critique, à la déconstruction de ses membres. Ces outils incluent des pratiques de critique-autocritique, et la création selon les besoins de structures politiques, techniques, disciplinaires mixtes ou non-mixtes.
- Nous reconnaissons l'existence de privilèges de genre (des hommes cissexuels), racistes (Blancs), d'orientation sexuelle (hétérosexuels), et d'autres. Ces privilèges sont historiquement liés au privilège de classe à l'origine de l'antagonisme fondamental de la société capitaliste. La lutte révolutionnaire ne peut occulter ou minimiser les oppressions systémiques qui maintiennent la classe dominante au pouvoir. Les révolutionnaires luttent aux côtés de tou-te-s les

opprimé·e·s.

- Si nous refusons de reconnaître la légitimité de la justice bourgeoise, cela ne peut signifier une absence de justice de fait face aux comportements et violences machistes au sein de notre organisation et au sein du milieu anticapitaliste. Non seulement nous traiterons de ces comportements au sein de structures dédiées, mais nous travaillerons au sein du milieu anticapitaliste afin de construire et d'expérimenter de nouvelles formes de justice.
- La Belgique a une lourde histoire coloniale, néocoloniale et impérialiste, elle exerce toujours certaines de ces oppressions tant dans ses frontières, contre les personnes racisées, que dans les pays anciennement colonisés. Cette histoire a laissé dans toute la société une profonde empreinte idéologique raciste. Ce racisme revêt différentes formes (allant des violences racistes au vieux paternalisme colonial), plus ou moins conscientes, qui doivent être identifiées, dénoncées et combattues.

Ligne syndicale

En Belgique, les syndicats ont achevé leur conversion en syndicat de service. Même s'il n'était plus, depuis longtemps, question de lutte de classes, et encore moins de liquidation du capitalisme, les syndicats avaient encore, à la fin du siècle dernier, un héritage de combativité pour la défense des intérêts économiques immédiats de la classe. Cet héritage n'est plus qu'un souvenir.

C'est pourquoi, considérant :

- Qu'il n'y a plus de vraie différence entre la CSC et la FGTB. Les différences d'intégrité ou de combativité varient selon les centrales et selon les délégations.
- Que le caractère de syndicat de service (le paiement des allocations de chômage...) explique le haut taux de syndicalisation mais aussi la faible combativité puisque l'affiliation d'une grande partie de la base syndicale ne relève pas de la conscience de classe.
- Que la corruption idéologique et la corruption tout court (légale via les salaires, postes et avantages, et illégale via les abus et détournements), des directions et parfois des délégations est un

phénomène structurel.

- Que si les syndicats restent bien ancrés dans les parties traditionnelles du prolétariat, ils intègrent peu les masses croissantes vivant aux marges du salariat (intérimaires, sans-papiers, faux-indépendants, chômeurs mis au travail, etc.)
- Que si leurs ancrages les plus solides (ceux de l'aristocratie ouvrière : docks, pétrochimie, etc.) peuvent défendre leurs intérêts spécifiques de manière radicale, ils sont aussi les plus corporatistes.
- Que les appareils syndicaux augmentent leurs prébendes en fragmentant les structures syndicales, principalement sur une base communautaire/régionale.
- Que les directions purgent, ostracisent ou marginalisent les éléments qui critiquent la collaboration de classe et les simulacres de luttes (manifestations « à quota », grève d'un jour, etc.)

L'organisation adopte comme ligne syndicale :

- La dénonciation des organisations syndicales : leur intégration au système et leur corruption idéologique les rendent inamendables, irrécupérables. De représentants des intérêts de la classe dans le système, ils sont devenus les représentants du système dans la classe.
- La participation éventuelle, à décider au cas par cas, aux grèves et aux manifestations syndicales avec nos propres mots d'ordre.
- La participation éventuelle, à décider au cas par cas, aux délégations syndicales là où il est possible de défendre et organiser les travailleurs en valorisant les positions de classe.
- Dans le cadre ou hors du cadre de la délégation, le travail en entreprise doit associer les travailleuses et travailleurs conscient·e·s, indépendamment de leur affiliation ou non-affiliation, et faire le lien avec les travailleuses et travailleurs de la sous-traitance, les intérimaires, les familles, les retraité·e·s et pré-retraité·e·s qui ont gardé une influence politique dans l'entreprise.
- La création, là où cela est possible, et sur base du point précédent, de communauté de lutte et idéalement de comités de lutte semi-

clandestins, non pas comme pièces d'un futur syndicat, mais comme points d'appui révolutionnaires dans la classe.

Internationalisme et libération nationale

La libération nationale est légitime. Nous soutenons le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes tout en soutenant qu'il n'y aura de libération complète qu'avec la libération sociale. Nous condamnons tout chauvinisme y compris dans les processus de libération nationale : un vrai processus de libération nationale se fait dans le respect des droits des autres peuples.

Nous luttons contre tous les impérialismes. Nous pouvons admettre la logique tactique de jouer d'un impérialisme contre l'autre dans des situations particulières, mais nous refusons de considérer qu'un impérialisme est plus tolérable qu'un autre (parce que moins important par exemple, ou parce que plus récent).

Nous soutenons toutes les luttes de libération mais le Rojava est une réalité spécifique en ce qui s'y construit déjà l'expérience d'une nouvelle société dans un espace libéré. Le Rojava est une expérience à valoriser et défendre.

Notre position sur la libération nationale de la Palestine est celle, historique, de la gauche révolutionnaire palestinienne : une Palestine, libre, laïque et démocratique, du Jourdain à la Mer.

Antifascisme

La lutte antifasciste doit évaluer les menaces réelles en agissant où cela est opportun : c'est à dire ni dans les contre-manifestations systématiques aux dates dictées par les fascistes (même s'il n'est pas question de leur laisser la maîtrise de la rue), ni dans des mobilisations qui n'opposent au fascisme que la démocratie bourgeoise. Nous voulons être à l'initiative. Notre antifascisme a un caractère de classe et internationaliste, d'où l'importance pour nous de la question de l'antifascisme en Europe de l'Est, et de la lutte contre le régime fasciste en Turquie.

Écologie

Le caractère prédateur du capitalisme hypothèque tout l'avenir de l'humanité et de la biosphère. Les questions écologiques sont un enjeu révolutionnaire parce qu'elles déterminent les aspects élémentaires de la vie (nourriture, santé, logement, etc.), avec des conséquences inversement

proportionnelles à la condition sociale. Les réponses, superficielles, apportées par le pouvoir aux questions écologiques renforcent les rapports de domination, en culpabilisant les seul·e·s exploité·e·s et en leur faisant payer toutes conséquences de ces politiques. La rupture révolutionnaire d'avec le capitalisme est la condition nécessaire pour un rapport rationnel entre l'humanité et les limites physiques de son environnement (ressources, climat, pollution).

II. Thèses sur la révolution en Belgique

Introduction

Une politique révolutionnaire est une politique qui intègre :

- une analyse de classe ;
- une analyse du système et de ses contradictions ;
- une analyse de l'ennemi et de ses contradictions ;
- une analyse des forces antagonistes.

Et sur base de cela :

- une analyse des scénarios historiques possibles ;
- une stratégie ;
- la définition des tâches à court, moyen et long termes.

Ces thèses veulent exposer les principaux éléments déterminant tout projet révolutionnaire en Belgique. Ce n'est pas une réflexion stratégique, c'est le cadre dans lequel la réflexion stratégique doit se faire.

Le caractère de classe du pays

Les caractères de la classe du pays sont :

- une division nord-sud de plus en plus affirmée d'un point de vue idéologique (le nord développant des valeurs de droite, le sud des valeurs de gauche) qui ne s'explique pas uniquement par l'héritage historique (tradition de luttes ouvrières au sud, traditions rurales catholique au nord) ;
- la disparition des concentrations ouvrières : les unités de productions emploient de moins en moins de monde ;
- une partie du prolétariat refoulé dans une activité d'indépendants précaires faute d'emploi salarié et de revenus de remplacement suffisants ;
- une partie du prolétariat immigré ou issus de l'immigration cantonnés dans les tâches pénibles et/ou subalternes ;

- une partie du prolétariat dépendant de la sécurité sociale ou de l'aide sociale ;
- une précarisation impliquant la diminution des collectifs de travail stable (dans la même entreprise : des CDD, des intérimaires, des employés de la sous-traitance, etc.)
- une subordination sociale et une paupérisation relative mais un traitement privilégié considérant les masses des pays dominés ;
- une partie de la jeunesse prolétaire (d'origine émigrée) rejetée hors du monde du travail, induisant des contradictions et des antagonismes spécifiques ;
- des masses migrantes sans-papier ou avec un statut provisoire (demande d'asile en cours etc., permis temporaires, etc.)
- un secteur bureaucratique-impérialiste hypertrophié où une partie de la classe est privilégiée ;
- un secteur tertiaire aux réalités très différentes (certains travailleurs surpayés, d'autres surexploités) ;
- un important secteur logistique où une partie de la classe est surexploitée ;
- un important secteur associatif-subventionné.

La contradiction fondamentale

La contradiction fondamentale reste la contradiction capital/travail et la paupérisation relative (et plus rarement absolue) qu'elle induit. Cette contradiction est tempérée, sinon effectivement, du moins subjectivement, par le fait que le prolétariat :

- profite de la surexploitation des travailleurs d'autre pays (achats à bas prix de marchandises produites avec des salaires infimes dans des conditions de travail éprouvantes: textile, électronique, etc.) ;
- travaille en masse dans la bureaucratie impérialiste (administrations, institutions européennes, banques et assurances, sièges de grandes entreprises, etc.) peu propice au développement de la conscience de classe.

L'ennemi

La bourgeoisie belge n'est pas simplement une partie de la bourgeoisie impérialiste, elle est aussi celle qui gère un espace, Bruxelles, qui est "la métropole des métropoles" : siège des institutions européennes, de nombreuses multinationales, de lobbys, d'organisations transnationales, de l'OTAN, etc.

De tradition libérale et aspirant idéologiquement à un "capitalisme social et démocratique", elle est contrainte par les lois du système (qu'elle ne peut remettre en question) à sacrifier ses idéaux qui sont aussi l'expérience bienheureuse d'une paix sociale achetée aux forces réformistes.

La fracture idéologique au sein de la bourgeoisie entre le nord et le sud du pays est un facteur objectif mais dont les conséquences sont moins profondes que dans le prolétariat. La bourgeoisie belge est en général faible et timorée, navigant à vue, liée par son propre système clientéliste, susceptible de commettre de grandes fautes sur ses intérêts à longs termes, aveuglée que sont ses membres par leurs intérêts à court terme. Sa classe politique est particulièrement médiocre.

Le rôle de "métropole des métropoles" induit qu'en cas de faiblesse de la bourgeoisie indigène, les forces impérialistes voleront en priorité à son secours.

L'influence politique française, la Wallonie antagoniste

S'il faut théoriquement être prêt à tous les scénarios historiques offrant une expression aux contradictions sociales propres au mode de production capitaliste en crise dans une métropole impérialiste, certains scénarios sont plus probables que d'autres. De 1848 à 1968 – et jusqu'aux Gilets jaunes aujourd'hui, l'impulsion révolutionnaire en Belgique est souvent venue de France.

Et au sein de la Belgique, l'impulsion est venue de Wallonie, Bruxelles et la Flandres suivant tant bien que mal. L'histoire économique et sociale du pays explique cela facilement. On pourrait croire qu'avec le temps, un "lissage" s'opère mais les résultats électoraux montrent que la classe au sud du pays reste attachée aux valeurs de classe (solidarité, internationalisme, collectivisme, anti-capitalisme).

Un scénario probable est dont une vague révolutionnaire venant de France, impactant la Wallonie et plus faiblement (directement et via la mobilisation en Wallonie), Bruxelles et la Flandres. En ce sens, les révolutionnaires de Belgique devront s'engager ouvertement sur le terrain révolutionnaire dans une situation moins mûre qu'en France, avec les deux tiers de la population moins mûres que le tiers wallon, et avec ce fait que les structures révolutionnaires sont concentrées non en Wallonie mais à Bruxelles.

La gauche radicale et Bruxelles

En effet, si les forces de masses antagonistes à culture prolétaire restent concentrées en Wallonie, les forces de la gauche révolutionnaire sont concentrées à Bruxelles. Plusieurs facteurs expliquent cela, mais essentiellement la richesse (relative) de la scène politique et culturelle de la capitale: il y a un cercle vicieux qui voit les militants monter à Bruxelles parce que la vie politique y est plus riche et qui ainsi contribuent à cet enrichissement et à l'appauvrissement de la province.

Il en résulte aussi qu'à Bruxelles :

- ont pu se développer de vrais nouveaux secteurs de luttes militantes, principalement antipatriarcat (avec plusieurs pôles féministes anticapitalistes) et écologique, ce qui pose la question de leur importance potentielle dans le processus révolutionnaire.
- ont pu, sinon se développer, du moins se constituer de petites scènes anarchistes, autonomes, libertaires, maoïstes, trotskistes etc. ce qui pose la question des alliances possibles.
- peut se développer un sentiment d'exagération de l'influence de la gauche radicale, alors que celle-ci est faible, fragmentée, généralement enfermée dans la reproduction de vieux schémas et de recettes empruntées à des réalités différentes.

Une des faiblesses de la gauche radicale francophone est son réflexe d'imitation à ce qui se passe en France, un défaut de perception des spécificités locales. Il importe aussi de tenir compte des spécificités régionales : il est évident que le front antifasciste a une toute autre importance, un tout autre contenu, en Flandre que dans le reste du pays.

La présence d'un important exil politique en Belgique est un faible secours pour la gauche radicale, la grande majorité de ces forces, quand même

seraient elles radicales et révolutionnaires dans leur pays, ont ici une activité de lobbying diplomatico-démocratique.

L'influence économique allemande

L'économie belge est extrêmement dépendante des échanges extérieurs, et tout particulièrement avec l'Allemagne (16,8% des exportations et 12,7% des importations, avec une balance commerciale excédentaires, en 2019).

Le lien de l'économie belge avec l'économie allemande est tel qu'un choc pour celle-ci sera un traumatisme économique-social pour la Belgique. Cela est vrai, dans une moindre mesure, de la France (15,4% des exportations et 9,5% des importations en 2019).

La stratégie révolutionnaire

La stratégie révolutionnaire doit aller de la situation présente au moment de la révolution, même si naturellement les tâches immédiates peuvent être aujourd'hui définies avec plus de précisions que les tâches lointaines.

- Une première phase défensive est celle de la construction de forces dans le cadre d'un rapport de forces défavorable: forces organisationnelles (importance d'une organisation d'avant-garde solide, capable de comprendre les situations et d'y intervenir de manière cohérente et pertinente), forces sociales (liens, connexions, ancrage dans le monde du travail, ancrage local), forces idéologiques (valorisation de l'alternative révolutionnaire, développement de la conscience de classe, développement d'un positionnement antagoniste), etc. Une attention particulière est à porter sur la situation paradoxale de départ : concentration des révolutionnaires organisé·e·s à Bruxelles, concentration des éléments les plus antagonistes de notre classe en Wallonie et une situation globalement défavorable sur tous les plans en Flandre. En vue de la préparation de la deuxième phase, il importe de construire des liens avec les forces révolutionnaires présentes sur les territoires Français et Allemand.
- Une deuxième phase, d'équilibre stratégique, voit l'exercice d'un contre-pouvoir dans certaines parties du territoire ou de la

population, des affrontements forces contre forces, etc.

- Une troisième phase, offensive, vise à la liquidation effective des forces et institutions bourgeoises et l'instauration du pouvoir populaire.

Les trois phases se succèdent et se préparent l'une l'autre, mais le passage de l'une à l'autre, et tout particulièrement de la deuxième à la troisième, est presque toujours provoqué ou précipité par un événement subjectif majeur dans la classe, lui-même résultant d'un choc sociétal ("crise") et créant une situation révolutionnaire, l'opportunité d'un bouleversement révolutionnaire.

Vu la position centrale de la Belgique dans le maillage impérialiste (logistique, politico-bureaucratique, OTAN), tout changement de phase nécessite aussi une situation de crise dans les deux principaux pays impérialistes voisins pour prévenir une intervention militaire extérieure.

III. Le Secours Rouge et l'organisation "Classe contre classe"

Voilà 20 ans que le Secours Rouge est actif en Belgique sur le front de l'anti-répression. S'il a pu développer des relations privilégiées, lors d'expériences heureuses et moins heureuses, avec d'autres forces politiques, il avait jusqu'à présent résolument gardé son indépendance politique et organisationnelle.

C'est une page qui est maintenant tournée.

Le Secours rouge de Belgique devient partie intégrante de l'organisation révolutionnaire "Classe contre classe", tout en restant une section du Secours Rouge International.

Qu'est-ce que cela change ? À la fois tout et à la fois rien.

Tout, parce que le Secours Rouge, quoique centré sur la thématique de l'anti-répression (ou plus exactement de la ligne de front dialectique révolution/contre-révolution), était une organisation politique révolutionnaire ; désormais, elle ne définira plus sa propre ligne mais appliquera, dans son champ de lutte, celle de l'organisation Classe contre classe.

Rien, parce que l'organisation Classe contre classe s'est construite à partir de l'expérience du Secours rouge. Bien qu'intégrant, dès sa fondation, des membres non-issus du Secours rouge, Classe contre classe peut être considérée comme l'extension des principes, expériences et choix politiques du Secours rouge à l'ensemble des champs de lutte – et non plus au seul domaine de l'anti-répression.

Rien, parce qu'au sein de l'organisation Classe contre classe, en tant que commission anti-répression, le Secours rouge va poursuivre, intensifier et étendre le travail qui est le sien depuis 20 ans.



Textes de fondation de l'organisation révolutionnaire « Classe contre classe ».

Bruxelles, octobre 2020

I. Plate-forme

La révolution est un objectif concret	1
Nous sommes de celles et ceux qui s'organisent	3
Avant-garde, violence, alliances et autres sujets qui fâchent	4
Oppressions	6
Ligne syndicale	7
Internationalisme et libération nationale	9
Antifascisme	9
Écologie	9

II. Thèses sur la révolution en Belgique

Introduction	11
Le caractère de classe du pays	11
La contradiction fondamentale	12
L'ennemi	13
L'influence politique française, la Wallonie antagoniste	13
La gauche radicale et Bruxelles	14
L'influence économique allemande	15
La stratégie révolutionnaire	15

III. Le Secours Rouge et l'organisation "Classe contre classe" 17



CLASSECONTRECLASSE.ORG